

<http://divergences.be/spip.php?article2676>



Syrie. Débat et questions à Madame Bassma Koudmani

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2012 - NÂ° 29. Janvier 2012 - Français - INTERNATIONAL -

Date de mise en ligne : jeudi 19 janvier 2012

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Bassma Koudmani est porte parole du CNS

Le CNS est agité par la formation de l'opposition et par la nécessité d'affronter de nombreux défis. Il doit porter la cause dans la bonne direction. Cette cause est fragile, le chemin est semé d'écueils et de dangers, et nous savons que toutes les forces syriennes ne suffiront pas.

Présentation de l'action du CNS

Le CNS est né fin août 2011 dans une première version, essentiellement composée de personnalités indépendantes, quelques technocrates, quelques militants politiques – plutôt des « consciences politiques » au regard des difficultés voire de l'impossibilité de développer un mouvement politique en Syrie jusque là –, mais également beaucoup de syriens de l'étranger.

De nombreux d'efforts ont été réalisés pour représenter le plus fidèlement possible le mouvement révolutionnaire présent sur le terrain. Ce premier noyau est appelé la « coalition des 74 ».

Par la suite, des discussions avec d'autres personnes, avec des formations politiques traditionnelles, avec les coordinations locales et un groupement de formations kurdes ont abouti à un nouveau groupe élargi, le 2 octobre 2011, constitué de 5 composantes (les coordinations locales, la Déclaration de Damas, les Frères Musulmans, des groupes de mouvements kurdes, le noyau de base).

À l'origine il y avait un émiettement total, et ce n'est qu'au fil des discussions que les différentes composantes des coordinations se sont fédérées en trois grands pôles auxquels s'ajoutent les coordinations locales des grandes villes.

Le CNS a veillé au respect de différents critères de représentativité et d'inclusivité :

– Critère politique de cette coalition : il n'est pas question d'opérer une distribution sur des bases ethniques, religieuses, confessionnelles, géographiques, etc.

– Critère correcteur pour inclure et représenter le plus fidèlement possible toutes les composantes de la société au sein du CNS.

(Le CNS est conscient que le pouvoir a joué et joue toujours très activement sur la diversité existant au sein de la société syrienne, notamment sur la carte confessionnelle.)

Le CNS a dégagé un ensemble de principes politiques :

– il oeuvre pour la chute du régime, dans toutes ses composantes, en commençant par sa tête ;

– il refuse le dialogue avec le pouvoir, un tel dialogue n'est pas légitime ;

– il vise à la création d'un système politique démocratique, pluriel la garantie du respect des droits de tous les groupements sociaux et la représentation de la diversité de la société syrienne. Par exemple, une des composantes majeures en Syrie qui se considère comme brimée, ce sont les tribus. La réponse du CNS est qu'il s'agit d'un facteur dont il tient compte même s'il ne s'agit pas d'un principe d'organisation politique.

Mme Kodmani a souligné à ce moment-là qu'un programme du CNS est disponible en anglais et arabe sur le site du CNS depuis le 20 Novembre (la traduction en français est en cours). Il s'agit de sa vision de la Syrie de demain, celle d'un Etat qui se veut civique, qui respectera les droits de tous, qui protégera toutes les communautés qui composent la Syrie (« communautés » et non « minorités », le CNS n'aime pas ce terme).

Priorités du CNS

Sa principale priorité, rappelée à plusieurs reprises lors de la soirée, est de représenter le mouvement révolutionnaire de la rue et non les grandes idées intellectuelles qui peuvent penser la société syrienne.

Cela pose des difficultés, beaucoup de personnes sur le terrain sont inconnues à l'étranger, mais ce sont eux les vrais leaders du mouvement, les jeunes. Certains d'entre eux sont sortis de Syrie il y a peu, après concertation avec d'autres personnes sur place, car ils ont décidé qu'ils seraient plus utiles à l'extérieur.

Le CNS veille à encadrer le mouvement de la rue et doit travailler de la manière la plus démocratique possible. Un certain nombre de difficultés se pose dans ce cadre, notamment en raison de l'éloignement géographique, de cultures de travail différentes, etc.

Actuellement, le CNS est composé d'une grande assemblée générale (environ 200 personnes), d'un secrétariat général (30 personnes) et d'un bureau exécutif (7 personnes). Mais la structure demeure mouvante, le CNS est appelé à évoluer et à s'élargir.

Dans les faits, après l'annonce de la création du CNS, les structures de fonctionnement se sont progressivement mises en place. Cette unification enfin réalisée a suscité de grandes attentes auxquelles le CNS n'a pas pu répondre immédiatement et il est vrai que cela lui a nui.

Le CNS avance constamment avec le soutien des jeunes mais ceux-ci restent vigilants et tirent constamment la sonnette d'alarme. Ce sont les jeunes de la rue qui ont trouvé le mécanisme de déstabilisation du pouvoir, tout le crédit leur en revient (Mme Kodmani précise à ce moment : « nous, nous n'avons pas su le faire »). Le CNS met tous ses efforts à leur service. Ces jeunes font preuve d'une grande maturité et d'une grande clarté de vue. Ils constituent aussi un facteur correcteur dans l'action du CNS et la meilleure garantie contre un fonctionnement partisan grâce à leur critique constructive. En effet toute formation politique peut penser de manière étrequée et partisane mais ces jeunes l'en empêchent.

Les défis du CNS

– Le défi de la protection des civils

Elle est demandée par la rue et le CNS y est très attentif. On voit dans la rue des pancartes appelant à une intervention militaire, à une zone d'exclusion aérienne, à une protection internationale. On voit aussi des slogans qui divisent les syriens et qui, à mesure que la répression se prolonge, témoignent d'une radicalisation de la demande.

Le CNS ne peut pas ignorer cela, sinon il sera dénoncé par la rue. Mais c'est un exercice politique difficile que de formuler un discours politique responsable à partir de ces demandes.

Le CNS demande « la protection de la population civile ». Le rôle des pays arabes est légitime aux yeux du peuple syrien, le plus panarabe dans sa culture. Le CNS souhaite avancer dans un cadre arabe et faire en sorte que la Ligue Arabe puisse peser de tout son poids. Mais la Ligue Arabe dispose d'instruments limités, et elle-même souligne que la communauté internationale est derrière elle.

L'affaire est difficile au conseil de sécurité des Nations Unies où pèsent le veto de la Russie et de la Chine.

Mme Koudmani précise ici qu'elle se gardera bien de parler des options à venir. Dans l'immédiat, la Ligue Arabe doit se réunir prochainement pour étudier de nouvelles options, il n'est pas possible de savoir aujourd'hui ce qu'il en ressortira.

Quant à la question de la souveraineté de la Syrie, un pouvoir qui s'en prend à sa propre population perd de facto sa souveraineté.

– Le défi de l'Armée syrienne libre (ASL)

Les défections se multiplient au sein de l'armée. L'ASL s'impose, il s'agit de savoir comment gérer ce phénomène pour se coordonner avec les déserteurs et l'ASL.

Un pôle a émergé en Turquie, avec à sa tête le colonel Ryad al-Assad. Son rôle actuel est de protéger les civils dans les manifestations pacifiques – ; mais conserver le caractère pacifique du mouvement est une priorité pour le CNS.

Au-delà, l'action de l'ASL va poser des problèmes au CNS. Un dialogue a été entamé avec l'ALS, visant à ce que les militaires se conforment aux orientations du CNS et s'engagent sur la nécessité de conserver à la révolution sa nature pacifique.

Pour l'instant, l'ASL est mal coordonnée, il ne s'agit pas d'un ensemble parfaitement structuré et des initiatives ont lieu au niveau local. La création d'un conseil militaire il y a dix jours et quelques actes isolés posent des difficultés.

Il existe des principes auxquels l'ALS doit se conformer si elle veut que le CNS soit son adresse politique, et le CNS espère que l'ALS adhèrera à son programme politique.

– Le défi de la sortie de crise et de la transition

La phase de sortie du système actuel est peut-être la plus dangereuse.

Le CNS a été sollicité (en tant que mouvement d'opposition large), à la fois par la rue et par les interlocuteurs arabes et internationaux pour arriver à un consensus sur une vision de la manière de sortir de la crise. Le CNS est en passe de développer un programme commun sur ce sujet.

Questions :

« Vous avez dit « toutes les forces syriennes ne suffiront pas » et « la Ligue Arabe est au maximum de ce qu'elle peut faire ». Que voulez-vous dire ? Lancez-vous un appel à une intervention militaire en Syrie, sur le modèle de la Libye ?

Basma Koudmani : Il y a une petite roue – le CNS –, une plus grande roue – la Ligue Arabe –, et une roue plus grande encore – la communauté internationale. Il est très important pour le CNS d'avancer dans le cadre arabe, mais les instruments dont disposent les Nations Unies sont plus importants que ceux de la Ligue Arabe.

Le CNS a l'espoir que les sanctions produiront leurs effets, il est possible de les renforcer encore et la Ligue Arabe peut encore mener des actions contre le régime, notamment par l'isolement diplomatique arabe et international, et par des sanctions économiques et l'asphyxie financière.

La Syrie se distingue par le fait que sa révolution n'est pas rapide. La mécanique à l'œuvre en Egypte ou en Tunisie a laissé ces pays sans structure politique. Le CNS doit quant à lui mettre en place cette structure. La tâche qui lui incombe est donc complexe : lutter contre le régime tout en pensant la formule politique d'avenir. Le CNS porte le

message, essaye de montrer qu'il a une vision de l'avenir qui permettra la transition et empêchera l'effondrement et le chaos.

â€" *Quelle est la nature des relations du CNS avec des opposants historiques, comme Michel Kilo, qui ne sont pour leur part pas fermés au dialogue avec le régime ?*

Basma Koudmani : Toute personnalité qui préconisait jusque là le dialogue avec le régime a perdu toute confiance dans cette idée. Même la Ligue Arabe lui a retiré son soutien et a compris que l'option de la négociation et du dialogue n'était pas envisageable avec le régime en place. Les partisans de cette approche ont donc abandonné cette stratégie.

â€" *Burhan Ghalioun s'est rendu il y a peu à Moscou : qui a-t-il rencontré et quels ont été les échanges ?*

Basma Koudmani : Il a rencontré le ministère des affaires étrangères. Le discours russe n'est pas encourageant pour l'instant, il est crispé. La Russie n'est pas particulièrement hostile à l'opposition mais elle est plus hostile à la gestion de la crise par les pays occidentaux. Le précédent libyen pèse lourd aujourd'hui sur la position de la Russie dans la crise syrienne : les russes considèrent se sont sentis piégés par les occidentaux. La crispation vient aussi d'autres sujets qui dépassent de loin la question syrienne.

Le CNS garde le contact mais il ne peut pas aller plus loin, c'est avant tout aux occidentaux de parler à la Russie, de la rassurer pour dépasser ce ressentiment.

â€" *La priorité actuelle est de préserver le sang syrien mais qu'en est-il des aspirations du peuple syrien à combattre aussi des dangers structurels, et notamment le sionisme ? Comment se fait-il qu'il ne soit pas question de cela dans le projet du CNS ?*

Basma Koudmani : Le CNS a mis dans son programme la défense de la cause palestinienne par tous les moyens légitimes. C'est un sujet qui fait consensus chez les syriens. Le prix de la paix avec Israël est fixe : c'est le retour du Golan.

â€" *Qu'est-ce que le CNS ou le prochain gouvernement souhaite faire en cas de dégradation de la situation libanaise, pour stabiliser le Liban tout en lui conservant sa souveraineté ?*

Basma Koudmani : Il est certain que le Liban et la Syrie sont unis par un sort commun et devront traverser ensemble une phase de danger.

On demande à l'opposition syrienne d'être capable de s'unifier à 100%, d'être un acteur politique sans faille. C'est cette crédibilité qu'il faut construire le plus largement possible.

â€" *Comment améliorer la communication du CNS qui peine à se faire entendre à l'étranger (la plupart des informations étant uniquement en arabe). Qu'en est-il des médias – français – qui préfèrent interviewer des criminels syriens, comme Abdel Hakim Khaddam et Rifaat al-Assad, plutôt que de donner une plus grande visibilité du CNS ?*

Basma Koudmani : Il n'est évidemment pas question de parler à ces deux personnes qui ont été interviewées par les médias français. Pour le reste, il faut poser la question aux médias français justement mais nous nous étonnons de la place qu'ils accordent à des hommes comme Rifaat Al-Assad. La ligue arabe également se refuse à travailler avec eux et nous assurent qu'ils n'auront aucune place.

â€" *Au bout de 40 ans de dictature alaouite en Syrie, y-a-t'il un problème alaouite en Syrie ?*

Basma Koudmani : Le travail du pouvoir depuis 40 ans fait qu'il existe une « question alaouite », à gérer avec de nombreuses précautions. Beaucoup de gens travaillent avec des personnalités religieuses pour rassurer les alaouites sur l'avenir de la communauté et il est nécessaire que cela se traduise en des termes concrets.

Il s'agit d'un défi à gérer de la manière la plus responsable possible et la question est incluse dans le programme politique du CNS. Ce travail est réalisé dès maintenant dans la perspective de la gestion de sortie de crise, pour préparer au mieux cette phase de transition.

Le mouvement révolutionnaire a été dès le début areligieux et démocrate, basé sur la dignité. Les actes intercommunautaires auxquels ont assisté sont manipulés par le pouvoir.

La coexistence intercommunautaire est avant tout de la responsabilité du pouvoir, de la politique publique qu'il met en place, une « gouvernance de la diversité ».

Le devoir du CNS est aussi de rassurer les autres communautés.

â€" *Pourquoi se trouve-t-on souvent devant des déclarations contradictoires de la part des membres du conseil ?*

Basma Koudmani : Il n'y a pas une seule opinion au sein du CNS et c'est bien naturel que s'expriment des sensibilités différentes. Chaque question est discutée au sein du conseil, les points de vue sont variés. Mais il existe un ensemble de grands principes sur lesquels les membres sont d'accord.

La manière d'encadrer le mouvement est peut-être le sujet où il y a le plus de divergences. Certains préconisent de faire exactement ce que demande la rue, d'autres sont en faveur de l'élaboration d'un discours qui peut être entendu par les politiques, une « transformation politique » de cette demande. Il existe donc des tensions permanentes sur cette question.

â€" *Quel drapeau porter – le drapeau actuel ou celui de l'indépendance ?*

Basma Koudmani : Le drapeau de l'indépendance est maintenant levé par la plupart de ceux qui manifestent. Il y a un débat au sein du CNS sur ce sujet. Le CNS constate la popularité de ce drapeau, toutefois, changer de drapeau actuellement pourrait envoyer un signal négatif à toute une partie de la population, pour différentes raisons.

L'important pour l'instant est de laisser les choses comme elles sont actuellement, la popularité du drapeau de l'indépendance s'impose toute seule progressivement.

â€" *Le CNS est une façade politique mais il n'a pas réellement de contrôle sur le terrain. Le CNS ne craint-il pas un coup d'état de l'ASL ? Qu'est-ce qui retarde les tractations ?*

Basma Koudmani : L'ASL n'est pas assez bien connue, c'est un acteur nouveau. Le but du CNS est de rester en contact étroit avec elle.

Il n'est pas question pour une direction politique de se laisser déborder par un mouvement militaire. Il est vital et urgent que le CNS produise sa feuille de route politique.

Le CNS a espoir qu'un tel plan réduira l'impact d'une option qui consisterait à faire parler les armes. Plus nous occuperons le terrain politique, plus nous éviterons le terrain des armes.

â€" *Le gouvernement français a plutôt agi dans le bon sens jusque là. Qu'est-ce que le CNS attend de lui ?*

Basma Koudmani : Le CNS reconnaît l'action de la France en pointe pour mobiliser l'Europe. Le soutien concret continue, il y a une action sur le terrain de l'ambassade notamment et il constitue un soutien essentiel. Le CNS a besoin du rôle de pays comme la France pour permettre une reconnaissance par la communauté internationale, un préalable nécessaire à une action efficace.

â€” *Le conseil n'est pas constitué d'une majorité d'islamistes. Il a remercié le Qatar et l'Arabie Saoudite alors qu'on sait ce qu'on peut attendre de tels Etats.*

Basma Koudmani : Il faut bien penser cette société syrienne : la révolution est le fait de toute la société dans toutes ses composantes. La révolution ne sera pas traitée en termes de quotas confessionnels ni en termes d'anti-islamisme. L'attention est portée vers qui est prêt à aller vers un mouvement modernisateur de l'Islam. Il y a nécessité de respecter les « minorités » : le mouvement est basé sur le respect de l'égalité de tous les citoyens.

â€” *Comment le CNS compte-t-il se financer ? Soutenir financièrement le peuple, au premier rang des sanctions économiques ?*

Basma Koudmani : Le Conseil est soutenu par des sources financières exclusivement syriennes. Notamment par des hommes d'affaires qui le font ouvertement pour certains, mais ceux qui le font officieusement (anonymement) sont encore plus nombreux.

Le CNS a reçu des propositions de dons. Il n'est pas encore organisé pour les recevoir mais lorsque ça sera le cas, l'argent ne manquera pas.

â€” *Concernant le gouvernement de transition, CNS s'estime-t-il légitime pour le nommer ? Et si oui, sur quelle base s'estime-t-il légitime ?*

Basma Koudmani : La légitimité est toute relative dès lors qu'il n'est pas possible d'organiser des élections démocratiques. Mais il faut bien commencer quelque part et il peut prétendre pour le moment à une représentation de la diversité de la société syrienne et un soutien populaire par le mouvement de la rue. Il peut acquérir ce qu'on appelle une crédibilité basée « sur la performance » en attendant l'élection future d'un gouvernement provisoire etc.

â€” *La Cour pénale internationale (CPI) n'a pas été évoquée. Y-a-t'il une résolution demandant que les responsables passent devant la CPI ? Le CNS oeuvre-t-il dans cette voie ?*

Basma Koudmani : La CPI est au centre de ce que veut faire le Conseil. Les dossiers ont été préparés très tôt et ils sont déjà prêts. Dès que possible, la CPI sera saisie. Un message est adressé au régime : partez avant que la CPI ne soit saisie.

â€” *Quelle est la position du CNS envers les autres conseils qui se multiplient, par exemple le Conseil syrien libre qui a vu le jour au Caire il y a peu ?*

Basma Koudmani : Il n'y a pas de nouveau conseil qui émergera. Au Caire, il s'agit en réalité d'une « initiative », pas d'un nouveau conseil, une initiative destinée à appeler à l'unification dans les rangs. La composition n'est donc pas définitive, il reste ouvert à d'autres formations et nous allons vers un élargissement.

â€” *Quand est-ce qu'une composition stable du conseil sera connue ?*

Basma Koudmani : Le CNS n'a pas de constitution définitive puisqu'il est ouvert à toutes les formations. Il s'oriente vers un nouvel élargissement et ses instances vont encore changer.

Tout ne peut pas être mis en place du jour au lendemain et fonctionner comme une administration très organisée, c'est une machine lourde et difficile à faire fonctionner, il faut du temps.

â€” Quelle est l'opinion du conseil sur la déclaration d'un haut responsable israélien sur le fait que si le régime syrien tombe, ça sera une catastrophe pour Israël ?

Basma Koudmani : Pour Israël, l'ennemi syrien est l'ennemi idéal, prévisible. Le Golan est calme depuis 38 ans. Israël a toujours souhaité des régimes autoritaires au pouvoir, pour contenir les risques de troubles, il n'est donc pas étonnant qu'il continue à soutenir le régime de Assad.

â€” Deux criminels syriens sont actuellement à Paris. Pourquoi n'y a-t-il pas de procédure à leur rencontre ?

Basma Koudmani : Leurs dossiers sont prêts pour la CPI.

â€” La question de la Turquie n'a pas été évoquée. Quelle est la position du CNS vis à vis d'elle ?

Basma Koudmani : Il s'agit d'une question importante qui demanderait beaucoup de temps pour fournir une réponse.

La Turquie considère qu'elle doit agir dans un cadre arabe. La Turquie fait face aujourd'hui au premier grand risque qui est celui qui vient de Syrie. Elle se considère comme légitimement impliquée et elle fait face à son premier grand risque venant de Syrie (réfugiés etc.).

Elle a demandé une zone tampon. Elle sait que quelques que soient les stratégies à venir, elle sera au premier plan. Mais elle a bien dit qu'il n'y aurait pas d'intervention de sa part sur une initiative personnelle et isolée.

Post-scriptum :

Source : Prise des notes par Souria Houria avec l'aide des étudiants de Sciences PO.